

## **Communiqué de Presse : Une fois encore, le risque est grand que les « oublié.e.s » paient le prix fort de cette crise, sans décision rapide du Gouvernement fédéral.**

### **Les Réseaux de lutte contre la pauvreté demandent des mesures fortes qui impactent positivement de façon directe les revenus des ménages.**

Bruxelles, le 29 avril 2020

Alors que le gouvernement Wilmès enclenche la phase « Déconfinement » de la crise sanitaire, le Réseau belge de lutte contre la pauvreté, composé des Réseaux des trois régions du pays, tire la sonnette d'alarme ! **A direction politique inchangée, après la crise sanitaire suivra une crise sociale lourdement aggravée dans tout le pays. Jusqu'ici aucune mesure financière a été prise pour les personnes en pauvreté.** Les familles à très faibles revenus (avec ou sans travail, avec ou sans logement ou mal-logées, avec ou sans statut, familles monoparentales, personnes porteuses d'un handicap, personnes isolées, femmes, personnes d'origine étrangère,...) qui se débattent pour survivre malgré la pauvreté, arrivant à peine à joindre les deux bouts avant l'épidémie, risquent de s'effondrer complètement. Avec un budget mensuel sous le seuil de pauvreté[1] ou en flux tendu[2], toute perte de revenu minime ou totale, et toute augmentation de charges fixes (énergie, eau, gaz, nourriture, médicaments, produits d'hygiène, etc.), creusent inexorablement un trou et conduisent rapidement à l'endettement et vers de très sérieux problèmes (difficulté à payer le loyer, aggravation du report de soin, sans-abrisme, etc.). Si la vie dans la pauvreté entraîne l'anxiété, le stress, des problèmes de santé physique et santé mentale, l'épidémie et le confinement les amplifient. C'est clair, sans aide directe, les ménages dont les revenus sont les plus maigres, les contrats d'emploi et/ou les statuts les plus fragiles, l'accès aux droits empêché, payeront cash à long terme les effets de cette crise qui s'ajoutent aux inégalités qu'ils subissaient déjà.

**Les Réseaux de lutte contre la pauvreté attendent du Gouvernement Fédéral qu'il accorde la même confiance à ces ménages que celle témoignée aux entreprises, aux investisseurs et indépendants, en soutenant leur capacité financière, les reconnaissant ainsi comme un moteur de l'économie aussi.** En effet, toute augmentation de revenu des ménages pauvres et appauvris est immédiatement utilisée dans l'économie réelle mensuellement.

De plus, des formes d'aides directes, simples et rapides, seraient de nature à réduire la complexité administrative trop souvent à l'origine du non-recours au droit. Elles éviteraient également un engorgement de services qui le sont déjà. Il est inutile d'amener des milliers de ménages à passer la porte des CPAS, alors que pour beaucoup seule la perte de revenu et ses conséquences sur le pouvoir d'achat découlent de cette crise sanitaire.

**Si le Gouvernement fédéral ne devait retenir qu'une des mesures sociales évoquées par le GEES, pour les Réseaux de lutte contre la pauvreté et les populations qu'ils représentent, c'est sans conteste la mesure de soutien financier « spéciale Covid-19 » accordée directement aux ménages qui répondrait au besoin sur le terrain, et qui permettrait de limiter l'aggravation de la pauvreté.**

Contact:

- Christine Mahy, Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (0498 44 82 38)
- David de Vaal, Netwerk Tegen Armoede (0476 20 75 91)
- Daniel Alliet, Brussels Platform Armoede (0473 27 10 27)
- Caroline Van der Hoeven, Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté (0474 55 96 11)

[1] 16,4 % de la population belge vit sous le seuil de pauvreté, soit plus de 1,8 million de personnes, soit le pourcentage le plus élevé depuis que celui-ci est calculé.

[2] 25,3 % de la population belge ne dispose pas d'épargne.